



CARTOGRAPHIE DES RISQUES SECTORIELS DE L'ÉCONOMIE TUNISIENNE - T2 2023

Cadre général

L'exercice 2023 se confirme comme un exercice d'atterrissage pour l'économie tunisienne, dans un cycle 2019-2024 atypique en matière de croissance et d'évolution des indicateurs macroéconomiques, entre des dégradations brusques (liées au Covid puis aux impacts de la guerre en Ukraine) et un retour technique progressif à des niveaux minimaux de création de valeur. Sans réformes structurelles, l'économie tunisienne s'achemine, à partir de 2024, vers une stagnation structurelle, avec des taux de croissance en deçà des 2%, bien en inférieure aux besoins économiques, financiers et sociaux du pays.

Croissance économique

La croissance économique tunisienne, depuis 2011, n'a jamais retrouvé son niveau pré-révolutionnaire, oscillant entre 1 et 2% par an malgré les besoins en emplois. La pandémie de 2020 a aggravé la situation, avec une contraction de -8,6%. Bien que les années 2021 et 2022 aient enregistré une croissance positive, elles ont révélé les vulnérabilités du modèle économique tunisien. L'année 2023 s'annonce difficile en raison des défis liés à l'inflation et au déficit commercial. La reprise économique au premier trimestre 2023, bien que marquée par une augmentation de 2,1% du PIB réel, montre des variations sectorielles avec des secteurs en reprise et d'autres affaiblis. La modération de la croissance post-révolution met en évidence les défis structurels persistants.

Finances publiques

La faiblesse de la reprise économique en Tunisie a exacerbé la pression sur les finances publiques, malgré la réduction du déficit budgétaire (5,2% du PIB prévus par la loi de finance pour 2023, contre 7,6%, 7,6% et 9,7% respectivement en 2020, 2021 et 2022). Les déficits accumulés depuis 2011 ont conduit à une forte augmentation de la dette publique qui est passée de 52 % du PIB en 2015 à 79,4 % du PIB en 2022. L'augmentation de la dette, l'absence de réformes et le retard dans les négociations avec le FMI ont entraîné une dégradation de la notation souveraine.

Les recettes fiscales, pour T2-2023, s'élèvent à 9 756,1 MDT, alors qu'elles s'établissaient à 8 571,7 MDT au T1-2022, soit une augmentation de 1 184,4 MDT contre 1 063,9 MDT et un accroissement en pourcentage de 13,82% contre 14,17%. Cette hausse, au terme du T1-2023, serait soutenue essentiellement par l'affermissement des impôts indirects (en hausse de 758,8 MDT par rapport au T1-2022).

Endettement

La dette publique tunisienne est passée de 55,4% du PIB en 2015 à 79,4% du PIB en 2022, avec une prévision de 76,7% en 2023 (estimation officielle tunisienne). En 2023 et sur les projections de l'état, la dette intérieure représente 36,1% du total de la dette contre 42% en 2022, le reste étant constitué d'endettement extérieur (63,9% contre 58% en 2022).

Les entreprises publiques ont également vu leurs dettes augmenter, notamment dans des secteurs clés comme les céréales, la raffinerie et la chimie. Les banques publiques ont joué un rôle accru dans le financement de l'économie, tandis que les crédits à l'économie ont augmenté en 2022. La dette publique de l'État devrait encore augmenter en 2023, soulevant des questions sur la gestion de la dette à long terme.



EXECUTIVE SUMMARY

Paielement et commerce extérieur

Selon la BCT, le déficit de la balance courante s'est nettement replié au cours du premier trimestre de 2023, par rapport à son niveau enregistré une année auparavant pour se situer à 1 milliard de dinars, soit 0,6% du PIB (contre -2,2 milliards de dinars et 1,5% du PIB). Ce résultat est attribuable à la contraction du déficit commercial (FOB-CAF) qui s'est conjuguée à la consolidation des recettes touristiques (+64,5%) et le maintien des revenus de travail à un niveau appréciable, soit 2,1 milliards de dinars. En revanche, les entrées nettes de capitaux extérieurs ont connu une nette contraction pour se limiter à 67 milliards de dinars au cours du premier trimestre de 2023 suite, principalement, au fort repli des mobilisations de ressources extérieures sous forme d'emprunts à MLT conjugué à l'accroissement des paiements au titre du remboursement du principal de la dette extérieure à MLT (+32,8%).

Activités monétaires

Le déficit courant de la balance des paiements a été relativement maîtrisé (5,9% du PIB contre 6% en 2020) en dépit de l'élargissement du déficit commercial suite à l'accroissement des importations liées à l'évolution de la demande intérieure et aux intrants industriels, conjugué à l'envolée des prix internationaux de l'énergie et des céréales. Cette évolution a été compensée partiellement par la hausse des exportations, notamment des industries manufacturières exportatrices. Par ailleurs, le net affermissement des revenus du travail (+29,4%) et, à moindre degré, des recettes touristiques (+15,1%) a permis de redresser, dans une large mesure, le déséquilibre du compte extérieur courant.

Investissement

Malgré les prévisions optimistes pour la reprise de l'investissement, les indicateurs sectoriels ne reflètent pas cette tendance. Les intentions d'investissement ont reculé dans l'industrie et les services, tandis que les Investissements Directs Étrangers ont augmenté de manière modérée. La nécessité de stimuler l'investissement privé et de mettre en œuvre des projets d'infrastructure demeure cruciale, notamment à travers des partenariats public-privé pour des initiatives telles que les ports en eaux profondes et les zones logistiques. La concentration des IDE dans certaines régions souligne les disparités, avec la France en tête des pays contributeurs.

Inflation

Le taux d'inflation a confirmé sa tendance à la hausse, au cours de 2022, en s'établissant à 9,3% en juin après 9,6% en mai et 10,1% en avril. Cette progression est expliquée, essentiellement, du côté des produits alimentaires (malgré la légère baisse 15,2% contre 15,9% en mai), ainsi que des tarifs des restaurants et hôtels (10,3% contre 10,1%). En moyenne annuelle, l'inflation s'établit à 10% sur les premiers 6 mois de 2023 contre 7,4% sur les premiers 6 mois 2022.

Emploi

La faiblesse de la reprise économique en Tunisie a exacerbé le problème du chômage bien que la variation entre les deux derniers trimestres de 2022 soit nulle. Ceci concerne aussi bien les hommes (13,9% contre 12,9%) que les femmes, pour qui le chômage reste, néanmoins, largement plus élevé (21,2% contre 20,1%). Les jeunes et les régions de l'ouest sont les plus touchés dans ce contexte de faible reprise. En effet, le taux de chômage des jeunes âgés entre 15 et 24 ans est de 40,2% et a baissé de 1,7 point de base sur la même période en 2022.



EXECUTIVE SUMMARY

ANALYSE SECTORIELLE

Agriculture et pêche

Globalement et sur le dernier exercice clos (2022), le secteur a réalisé une croissance positive de 0,7% contre -2,5% en 2021. La balance commerciale alimentaire a enregistré, au cours de l'année 2022, un déficit de 2 920,2 MDT contre un déficit de 1 942,1 MDT durant la même période de l'année précédente ; enregistrant, ainsi, un taux de couverture de 67,4% en 2022 contre 70,2% en 2021. Ainsi, le secteur agricole et de pêche a connu une baisse en 2021, pour atteindre -2,5%, suivie d'un rebond à 1,3% durant le premier trimestre de 2022, 0,7% au T2 2022, 0,2% au T3 2022 et 0,7% au T4 2022. Enfin, -3,1% pour le T1 2023.

Industries manufacturières

Concernant le secteur des industries manufacturières, la progression a touché tous les secteurs en 2022 et 2023 (à date). Ainsi, l'amélioration de ce secteur, du point de vue structure, a concerné, notamment, les industries exportatrices, à savoir l'industrie mécanique et électrique (+29%) et les industries agroalimentaires (+24%), outre l'amélioration des industries de textile d'habillement et de cuirs (+19%). Le secteur affiche 5,3% au T1 2022, 4,7% au T2 2022, 3,9% au T3 2022, 6,4% au T4 2022 et 2,1% au T1 2023.

Industries non manufacturières

Les industries non manufacturières affichent une croissance annuelle moyenne négative sur la période 2010-2020 (-3,3%). La chute de la production du pétrole, du gaz naturel et des phosphates, causée par les protestations et les tensions sociales et l'absence d'investissements étrangers, sont à l'origine de cette dégradation. Ainsi et depuis 2015, la branche Bâtiment & Génie Civil accapare la part la plus élevée du total de la valeur ajoutée des industries non manufacturières. L'industrie non manufacturière enregistre une croissance de -5,7% au T1 2022, après une croissance de 9,7% en 2021, de -8,4% au T2 2022, -5,5% au T3 2022, -11,6% au T4 2022, -7,8% en 2022 et -6% au T1 2023.

Services marchands

Sur la période 2010-2020, les services marchands ont profité du mouvement haussier du secteur tertiaire, avec une croissance continue provenant du commerce, des services financiers et des télécommunications. La croissance moyenne des services marchands, sur la période 2014-2019, s'est établie à 2,4%. Ce secteur a également subi les répercussions de la pandémie du COVID-19 et sa croissance a été tirée vers le bas en 2020, de -14,6%. Le secteur touristique a réalisé une saison record en 2019. Les services marchands ont enregistré une croissance de 3,4% en 2021 et 3,4% en 2022 grâce aux services d'hébergement et de restauration, et du transport ; tendance consolidée au cours du premier trimestre 2022, pour atteindre 4,1% grâce, notamment, aux activités touristiques, 6,5% au T2 2022, 7,2% au T3 2022, 4,2% au T4 2022 et 4,2% au T1 2023.

Services non marchands

Les activités non marchandes ont réalisé une croissance rapide, immédiatement après 2011, suite aux opérations économiques à caractère social et à l'intégration d'un grand nombre de chômeurs dans l'effectif administratif. Depuis 2017, cette croissance a été rationalisée ; cependant, le rythme moyen, sur la période 2014-2019, reste élevé, à 1,9% avant de se replier de 3,7%, en 2020.



Fin 2020, les services non marchands contribuent au PIB à hauteur de 18,3%. Le TCAM a atteint 2,81% sur la période 2010-2019. En 2020, le secteur n'était pas en mesure de préserver sa croissance et sa valeur ajoutée a subi une contraction de 3,7% pour s'établir à 16 166 MTND. Les services non marchands ont atteint, pour le dernier exercice clos (2022), 16 717 MTND de valeur ajoutée globale pour l'économie tunisienne, et 4 282 MTND au T1 2023, soit un taux de croissance de 2,3%.